

**FESSENHEIM****Le dossier de fermeture en « stand-by »**

Jean-Michel Malerba, délégué interministériel à la fermeture de la centrale de Fessenheim a rencontré mercredi les associations antinucléaires alsaciennes pour faire le point sur le dossier.

« Tant que le texte n'a pas été promulgué, on est dans une période d'attente, indique Jean-Michel Malerba, nommé il y a un an délégué interministériel à la fermeture de la centrale nucléaire et à la reconversion du site de Fessenheim. La loi sur la transition énergétique qui plafonne la capacité de production nucléaire en France et qui obligera EDF à fermer deux réacteurs pour ouvrir l'EPR de Flamanville, est toujours en discussion devant le Sénat « et il y a encore des incertitudes ». Il faudra ensuite voir ce qu'EDF décidera de faire. « On est dans l'attente à la fois du contenu et du calendrier ». La date butoir pour l'ouverture de l'EPR étant le 11 avril 2017 et EDF devant l'annoncer 18 mois à l'avance, « on devrait être fixé avant la fin de l'automne ».

Mais « la réflexion sur la fermeture de la centrale n'en est pas complètement arrêtée pour autant, insiste M. Fessenheim. Elle est juste en stand-by. Le travail prospectif a été fait et je continue à travailler sur la question indemnitaire avec EDF et sur la fiscalité locale ». La communauté de communes de l'Essor du Rhin a été classée en zone AFR (aides à finalité régionale) qui permet de subventionner des investissements productifs ou créateurs d'emplois.

**Les antinucléaires alsaciens inquiets**

Toute cette attente n'est pas faite pour rassurer les associations antinucléaires alsaciennes (CSFR, Stop Fessenheim, Stop Transports – Halte au Nucléaire, Citoyens Vigilants, Alsace Nature) qui ont rencontré mercredi le délégué interministériel dont la « nomination reste à ce jour le seul geste officiel allant dans le sens de la promesse du président de la République, note Jean-Marie Brom. [...]

S'il fallait rester optimiste, nous pourrions dire qu'au moins pour l'instant, un seul dossier de fermeture de centrale est en discussion, celui de Fessenheim. Mais en étant réaliste, il nous semble bien que les quelques discussions préliminaires qu'a pu avoir M. Malerba avec les différents acteurs de ce dossier peuvent aisément s'appliquer à n'importe quelle centrale française... ».